



HAL
open science

L'idéologie cynique de la Silicon Valley

Nikos Smyrnaiois

► **To cite this version:**

Nikos Smyrnaiois. L'idéologie cynique de la Silicon Valley. NECTART , A paraître, 16, 5 p. hal-03926260

HAL Id: hal-03926260

<https://hal.science/hal-03926260>

Submitted on 6 Jan 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'idéologie cynique de la Silicon Valley

Nikos Smyrnaiois

Préprint à paraître dans la revue *Nectart*, no 16, janvier 2023

Résumé : Connue tant pour sa position libérale en matière de mœurs que pour son hostilité à toute régulation de l'activité économique, en particulier du marché du travail, une partie de l'élite de la Silicon Valley s'est depuis peu rapprochée du trumpisme et a embrassé une philosophie long-termiste et transhumaniste. Il en résulte une idéologie cynique qui contribue à étendre le processus de marchandisation à toutes les activités humaines, en même temps que l'écrasante domination économique de cette élite.

Le rachat de Twitter par Elon Musk a mis à nouveau sur le devant de la scène l'un de ces puissants personnages qui contrôlent les entreprises de la Big Tech, à l'instar de Mark Zuckerberg et de Jeff Bezos. Les géants du numérique, tels Google, Facebook ou Amazon, pour la plupart basés dans la Silicon Valley en Californie du Nord, sont présents partout : ils contrôlent l'essentiel des services numériques qu'utilisent des milliards d'individus dans le monde ; ils sont propriétaires de l'infrastructure matérielle et logicielle de l'économie mondiale ; ils développent des technologies de pointe comme l'intelligence artificielle, déployées désormais dans toutes les activités stratégiques, de la santé aux transports, des applications de surveillance policière et militaire à la diffusion de contenus culturels. Ce qui confère énormément de pouvoir et de richesse à ces patrons, devenus aujourd'hui des personnages publics à part entière.

En raison de cette exposition médiatique, les frasques d'Elon Musk au cours de ces derniers mois ont provoqué un tollé : prise en main autoritaire de Twitter ; licenciement brutal de la moitié de ses salariés ; déclarations tonitruantes et controversées à répétition ; accointances politiques avec les franges les plus radicales du mouvement libertarien, voire avec l'extrême droite états-unienne. Pourtant, Elon Musk n'est pas représentatif de ces nouvelles élites de la Silicon Valley. Il partage avec elles certaines convictions : méfiance envers l'État et toute forme de régulation publique, philosophie long-termiste et transhumaniste censée justifier ses investissements dans l'aéronautique et les neurotechnologies... Mais il s'en différencie aussi, notamment par son soutien explicite aux républicains lors des élections de novembre 2022. Cet article a pour objet de tenter de circonscrire l'idéologie qui domine parmi les entrepreneurs de la Silicon Valley, au-delà des poncifs et d'une vision trop superficielle se limitant aux agissements et propos de quelques entrepreneurs stars. Le corpus idéologique commun aux principaux acteurs de l'industrie du numérique peut en effet constituer une clé pour comprendre les mutations technologiques, socio-économiques et politiques de notre temps.

Aux origines idéologiques de la Silicon Valley

Dans son ouvrage consacré aux origines intellectuelles et sociales de l'Internet¹, Fred Turner montre comment le mouvement de la contre-culture californienne des années 1960 et 1970 a contribué à forger une « idéologie californienne », combinant l'esprit libertaire des hippies et le zèle entrepreneurial des yuppies, qui a renouvelé le capitalisme². L'esprit hippie, une des expressions les plus emblématiques de la « critique artiste » du capitalisme fordiste, met au centre de ses préoccupations des revendications de liberté, d'autonomie et d'authenticité, par opposition à une « critique sociale » centrée sur une exigence de solidarité, de sécurité

économique et d'égalité³. Autrement dit, historiquement, les préoccupations politiques issues de la Silicon Valley se concentrent sur des problématiques sociétales et ignorent la question sociale. Pire, les entrepreneurs de la Tech méprisent l'idée même de conflit de classe et se méfient de toute régulation publique de l'activité économique.

Les start-ups constituent l'idéal-type de ce « nouvel esprit du capitalisme ». Le nouveau paradigme de l'« ubérisation⁴ » vante une organisation en réseau et un management par projet qui fait appel à des travailleurs indépendants (et souvent précaires) en fonction des besoins de l'entreprise. Les start-ups mettent en œuvre des modes d'exploitation « souples », fondés sur un engagement volontaire et une intériorisation des normes de comportement plutôt que sur des contraintes hiérarchiques formelles. Ils se caractérisent par une faible étanchéité entre vie professionnelle et vie personnelle, et des temps de travail extensifs au nom de l'engagement dans un projet. Parce que ces organisations ont généralement pour principale préoccupation leur survie économique, mais aussi parce qu'elles sont porteuses de « valeurs positives », il est exigé de tous, y compris des encadrants, un engagement total au service de la « mission », condition d'appartenance au projet et à l'entreprise. Ainsi, il est attendu sans discussion du salarié qu'il se « donne sans compter », soit toujours joignable et disponible, ne demande pas une rémunération à la hauteur de son engagement professionnel (en temps, en activité), place l'intérêt général de la structure avant son intérêt personnel. Elon Musk a parfaitement résumé ce message dans son ultimatum aux salariés de Twitter, leur enjoignant d'accepter son management « hardcore » en « travaillant de longues heures à haute intensité » ou de quitter l'entreprise⁵.

L'« idéologie californienne » et la « culture start-up », à la confluence entre libéralisme économique et déterminisme technologique, ont donné naissance au « solutionnisme technologique⁶ », idée selon laquelle, grâce aux technologies numériques, tous les aspects de notre vie connaîtront une amélioration sans précédent, et tous les problèmes sociaux et économiques pourront être résolus par des algorithmes sophistiqués et des appareils « intelligents ». Cette idée a été transformée en doctrine dans les années 1990 par les *digerati*⁷, une génération d'intellectuels libéraux et technophiles fédérés autour du magazine *Wired*, fondé par Stewart Brand et Nicholas Negroponte, un professeur flamboyant et très influent auprès de l'élite économique et politique états-unienne, créateur du Media Lab au sein du Massachusetts Institute of Technology (MIT)⁸. En 2004, l'un d'entre eux, le consultant et éditeur Tim O'Reilly, forge le concept de Web 2.0 et encourage les services en ligne à se transformer en plates-formes « participatives » : celles-ci se doivent de proposer aux usagers de contribuer à la création de contenus et à l'organisation de l'information en leur offrant ainsi de nouvelles formes d'émancipation individuelle et collective⁹. Cette idée, au fondement du modèle économique d'entreprises telles que Google, Facebook ou Amazon, ouvre la voie à l'émergence d'un « capitalisme de surveillance » basé sur la collecte et l'exploitation massives des données (personnelles ou collectives) produites par les internautes au quotidien¹⁰.

Opinions et engagements de l'élite issue de la Silicon Valley

Les entrepreneurs de la Silicon Valley se distinguent en particulier des élites issues de la bourgeoisie traditionnelle par une inclination plus prononcée pour une certaine forme d'égalitarisme et de progressisme. Cette élite technologique semble très attachée à la valeur

« mérite » et professe souvent publiquement son désir de « rendre le monde meilleur »¹¹. Logiquement, elle penche ainsi fortement pour le Parti démocrate¹² : 75,2 % des dirigeants de la Tech indiquent avoir voté pour Hillary Clinton lors de la présidentielle de 2016, contre seulement 8,8 % pour Donald Trump ; et 61,3 % d'entre eux déclarent s'identifier au Parti démocrate, contre seulement 14,1 % pour le Parti républicain. Ils sont également favorables à la mondialisation, puisqu'ils soutiennent massivement les accords de libre-échange et l'augmentation du niveau d'immigration aux États-Unis. Sur les questions sociétales, ils sont très libéraux, majoritairement favorables au mariage homosexuel, au contrôle des armes à feu, à l'abolition de la peine de mort et à l'avortement. Cependant, ces entrepreneurs se montrent très réticents à l'idée d'une régulation publique de l'activité économique, en particulier du marché du travail. Ils pensent très majoritairement qu'il est trop difficile de licencier et que le gouvernement devrait leur faciliter la tâche dans ce domaine. Contrairement à la moyenne des électeurs démocrates, ils sont également moins susceptibles de soutenir une réglementation des marchés et pensent pour la plupart que l'intervention publique dans le fonctionnement des entreprises fait plus de mal que de bien. Se dessine ainsi un mélange d'opinions – conservatrices sur le plan de la régulation de l'économie, très libérales sur les questions sociétales et favorables à la mondialisation – assez représentatif du libéralisme qui caractérise le courant dominant du Parti démocrate.

Cependant, les membres de cette élite technologique ne comprennent pas – ou refusent d'admettre – que leurs activités économiques sapent la justice sociale. Car leurs entreprises sont à la pointe des nouveaux modes d'exploitation et tirent un bénéfice direct de la dérégulation totale du marché du travail et de la précarisation de millions de salariés, chauffeurs, livreurs et autres « travailleurs du clic »¹³. Ils accumulent aussi une quantité incommensurable de richesses à travers les méthodes dites d'« optimisation fiscale »¹⁴. D'une certaine façon, on pourrait considérer que ces contradictions résultent d'une sorte de fausse conscience – c'est-à-dire une croyance irrationnelle – de cette élite privilégiée dont le statut dépend en partie de compétences « disruptives » et qui se conçoit de ce fait en opposition avec un certain *statu quo* (économique, politique, culturel, administratif...)¹⁵. Cette représentation de soi fait d'eux des « hypocrites bienveillants » qui ne se préoccupent de « rendre le monde meilleur » que dans la mesure où cela ne porte pas atteinte à leurs propres prérogatives et aux intérêts des riches en général¹⁶.

La radicalisation d'une partie des élites de la Silicon Valley

Depuis quelques années, on observe une radicalisation idéologique d'une partie des élites de la Silicon Valley. La crise climatique, l'extrême polarisation politique et la déstabilisation de l'ordre géopolitique qui caractérisent notre époque ont poussé certains des patrons de la Big Tech parmi les plus emblématiques à adopter une vision du monde aux relents eschatologiques. Certains d'entre eux se sont même fortement rapprochés de l'*alt-right* radicale. Le milliardaire Peter Thiel, par exemple, co-fondateur de PayPal et actionnaire de Facebook, a financé la campagne de Donald Trump à hauteur de 5 millions de dollars. Robert Mercer, pionnier de l'intelligence artificielle et investisseur influent, a fondé le site d'extrême droite Breitbart News ainsi que Cambridge Analytica en partenariat avec Steve Bannon, idéologue de l'*alt-right* et ancien conseiller de Trump. Thiel adhère aussi à une forme particulière de « survivalisme pour milliardaire » : dans l'éventualité d'un effondrement systémique (pandémie, guerre nucléaire, crise climatique...), il a acquis la nationalité néo-

zélandaise en 2017, désireux de se construire un refuge dans ce pays. Suivant son exemple, nombre d'entrepreneurs de la Silicon Valley ont pris leurs précautions dans la perspective d'une apocalypse.

D'autres, comme Elon Musk ou Jeff Bezos, ont embrassé la philosophie long-termiste issue des travaux de Nick Bostrom, fondateur du Future of Humanity Institute (FHI) à Oxford¹⁷. Le long-termisme va bien au-delà de l'idée que nous devrions nous soucier des générations futures autant que des générations actuelles. Pour Bostrom, il importe surtout que la « vie intelligente d'origine terrestre » réalise son potentiel dans le cosmos – potentiel qui implique de remplacer l'humanité par une espèce supérieure « posthumaine » et de coloniser l'univers. Cette théorie incite à investir massivement dans les technologies transhumanistes, qui permettront de fusionner l'homme et la machine pour créer un être aux capacités supérieures, ainsi que dans l'exploration de l'espace dans le but explicite de le coloniser. La version la plus actuelle du long-termisme, celle du philosophe écossais William MacAskill, auteur de *What We Owe the Future* (2022), affirme que les personnes qui ne sont pas encore nées ne comptent pas moins, moralement, que la génération actuelle¹⁸. Or, les conséquences politiques que sous-tend ce postulat sont radicales : plutôt que d'essayer d'améliorer les conditions de vie de l'humanité dans le présent, en réduisant par exemple les inégalités sociales ou en endiguant la crise climatique, mieux vaut investir dans les technologies du futur qui permettront la réalisation d'un « transhumanisme spatial » dans les siècles à venir.

La philosophie long-termiste va de pair avec une idée très populaire parmi les acteurs du numérique : l'« altruisme effectif¹⁹ ». Ses tenants pensent que la philanthropie traditionnelle (financer des œuvres de charité, travailler pour des organisations à but non lucratif...) est largement inefficace, en partie parce que davantage motivée par le désir de se donner bonne conscience que de subvenir concrètement aux besoins de l'humanité. Or, ces besoins sont envisagés par les « altruistes effectifs » de la Silicon Valley à travers le filtre du « solutionnisme technologique ». Dès lors, si l'innovation est la solution à tous les problèmes de l'humanité, la seule philanthropie qui vaille consiste à financer la recherche & développement de solutions technologiques, autrement dit le fonds de commerce de la Silicon Valley !

Intrinsèquement liée à l'essor de la finance et à la dérégulation mondialisée de l'économie, la consolidation de l'élite de l'industrie du numérique est l'expression la plus visible des mutations actuelles de la grande bourgeoisie d'affaires. Les entrepreneurs les plus médiatiques de ce groupe sont désormais des personnages mondialement connus, enviés et admirés, qui s'affrontent en une compétition de prestige permanente sur la scène médiatique internationale. Cette nouvelle élite mobilise un imaginaire méritocratique à la limite du darwinisme social, une croyance déterministe aux bienfaits de la technologie, une conception tolérante des mœurs et une vision libérale des questions sociétales. Mais elle contribue également de manière décisive à étendre le processus de marchandisation à toutes les activités humaines et à accélérer le processus de concentration des richesses et le creusement des inégalités à l'échelle globale. L'idéologie de la Silicon Valley apparaît ainsi pour ce qu'elle est : un attelage pseudo-philosophique cynique ayant pour objectifs réels de donner une légitimation politique aux délires mégalomaniques de quelques super-riches et de justifier leur refus de combattre les injustices sociales et climatiques *hic et nunc*.

Notes

1. Fred Turner, *Aux sources de l'utopie numérique*, cité dans le mémo ci-contre.
2. Richard Barbrook et Andy Cameron, « The Californian ideology », *Science as Culture*, vol. 6, n° 1, 1996, p. 44-72.
3. Luc Boltanski et Ève Chiapello, *Le Nouvel Esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.
4. Sarah Abdelnour et Dominique Méda (dir.), *Les Nouveaux Travailleurs des applis*, Paris, PUF, 2019.
5. Faiz Siddiqui et Jeremy B. Merrill, « Musk issues ultimatum to staff : commit to “hardcore” Twitter or take severance », *The Washington Post*, 16 novembre 2022.
6. Evgeny Morozov, *Pour tout résoudre cliquez ici. L'aberration du solutionnisme technologique*, Limoges, FYP, 2014.
7. John Brockman, *Digerati : Encounters with the Cyber Elite*, San Francisco, Wired Books, 1996.
8. Patrice Flichy, *L'Imaginaire d'Internet*, Paris, La Découverte, 2001.
9. Franck Rebillard, *Le Web 2.0 en perspective*, Paris, L'Harmattan, 2007.
10. Shoshana Zuboff, *L'Âge du capitalisme de surveillance*, Paris, Zulma, 2020.
11. Hilke Brockmann, Wiebke Drews et John Torpey, « A class for itself ? On the worldviews of the new Tech elite », *PLoS ONE*, vol. 16, n° 1, 20 janvier 2021.
12. David E. Broockman, Gregory Ferenstein et Neil Malhotra, « Predispositions and the political behavior of American economic elites : evidence from technology entrepreneurs », *American Journal of Political Science*, vol. 63, n° 1, janvier 2019, p. 212-233.
13. Antonio A. Casilli, *En attendant les robots*, cité dans le mémo ci-contre.
14. Martin Moore et Damian Tambini (éd.), *Regulating Big Tech : Policy Responses to Digital Dominance*, Oxford, Oxford University Press, 2021.
15. Michael J. Thompson, « False consciousness reconsidered : a theory of defective social cognition », *Critical Sociology*, vol. 41, n° 3, mai 2015, p. 449-461.
16. Anand Giridharadas, *Winners Take All : The Elite Charade of Changing the World*, New York, Alfred A. Knopf, 2018.
17. Émile P. Torres, « The dangerous ideas of “longtermism” and “existential risk” », *Current Affairs*, 28 juillet 2021.
18. Paris Marx, « Elon Musk's useful philosopher », *The New Statesman*, 14 novembre 2022.
19. Dylan Matthews, « I spent a weekend at Google talking with nerds about charity. I came away... worried », *Vox*, 10 août 2015.